



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS FRANCE

5 chai de Chaulne
33420 Saint-Jean-De-Blaignac

Références : 25-915
Code AIOT : 0005208277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE implanté Vignes du Juge 33230 Le Fieu. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS FRANCE
- Vignes du Juge 33230 Le Fieu
- Code AIOT : 0005208277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Lafarge est autorisée, par arrêté du 5 mars 2008, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur la commune de Le Fieu. Le phasage, l'activité et les conditions de remise en état ont été modifiées par arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2017. L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2024 a acté une cessation partielle libérant les parcelles situées à l'Est du site.

L'autorisation a été accordée pour une durée de 18 ans, remise en état incluse.

Le tonnage maximal autorisé est de 600 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Gerep | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 7 | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 13.5 | Demande d'action corrective | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Portée de l'autorisation | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2 modifié | Sans objet |
| 3 | Identification | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 5.3 | Sans objet |
| 4 | Profondeur de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 9.1 | Sans objet |
| 5 | Périmètre de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 11 | Sans objet |
| 6 | Plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 12 | Sans objet |
| 8 | Consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 13.6.3 | Sans objet |
| 9 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 06/09/2017, article 2.3 | Sans objet |
| 10 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 15.2 | Sans objet |
| 11 | Demande de prolongation | Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 16 | Sans objet |
| 12 | PGDI | Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 2.2-2 | Sans objet |
| 13 | Moyen de lutte contre l'incendie (vérification) | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra veiller à renseigner la quantité de matériaux extraite sur l'année 2025, en précisant les quantités relatives à chacune des substances extraites, lors de la prochaine campagne de déclaration sur la plateforme GEREP.

Une vigilance est attendue sur le suivi des eaux souterraines, impactée significativement en 2025 par des matières en suspension.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2 modifié |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation |
| Prescription contrôlée : « [...] Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 600 000 tonnes de grave. [...] » |
| Constats : La quantité de matériaux extraite au cours de l'année 2024 est inférieure à la quantité maximale autorisée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Gerep

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation |
| Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. |
| Constats : La déclaration Gerep a été réalisée et finalisée le 7 mars 2025. Bien que la quantité de matériaux totale extraite pour l'année 2024 figure bien dans l'onglet « information générale », cette quantité n'a pas été reportée dans l'onglet "production" dans laquelle elle doit être précisée pour substance extraite. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller, pour la déclaration relative à l'année 2025, à renseigner la quantité de matériaux extraite en détaillant ces quantités pour chaque substance. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 3 : Identification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Affichage |
| Prescription contrôlée : <i>« Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. »</i> |
| Constats : Le jour de l'inspection, la présence du panneau d'affichage est constatée à l'entrée du site. Le panneau mentionne l'ensemble des éléments réglementaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Profondeur de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 9.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans |
| Prescription contrôlée : <i>« [...] La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de + 19 mètres. »</i> |
| Constats : L'exploitant présente le jour de l'inspection les relevés 2024, en indiquant que ceux pour l'année 2025 ont été réalisés la veille de l'inspection. Sur le plan consulté, il est constaté le respect de la cote minimale, avec une profondeur globalement comprise entre 21 et 20 m NGF, et quelques points entre 20 et 19 m NGF. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Périmètre de l'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation |
| Prescription contrôlée : <i>« Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. Cette limite sera portée à 20 mètres en bordure de la RD 10. Une bande de sécurité de 15 mètres doit être maintenue vis à vis de la conduite de gaz. »</i> |
| Constats : |

Le jour de l'inspection, il est constaté sur le dernier plan d'exploitation (daté du 20 septembre 2024), le respect du périmètre de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans

Prescription contrôlée :

« Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de fouille ;
- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs ;
- le relevé bathymétrique du plan d'eau constitué au fur et à mesure de l'extraction ;
- les zones remises en état ;
- La position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. »

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'ensemble des paramètres listés ci-dessus figure bien sur le dernier plan d'exploitation. Notamment, le plan référence les 6 piézomètres implantés sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 13.5

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux avant le début de l'exploitation à partir des 6 piézomètres implantés sur le périmètre de la carrière.

Les paramètres mesurés sont : pH, MES, DCO et hydrocarbures.

Cette analyse est ensuite effectuée tous les ans. Le plan d'eau d'extraction est intégré à cette campagne de mesure. »

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le bilan relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour l'année 2024. Le niveau des piézomètres est relevé à une fréquence mensuelle. Il est relevé dans ce bilan des valeurs importantes concernant les matières en suspensions (MES), avec notamment au niveau de Pz1bis (au sud-ouest du site) et de Pz4 (au

| |
|---|
| <p>sud-est du site) des valeurs respectives de 410 et 580 mg/l pour la mesure d'avril 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les piézomètres sont peu profonds (respectivement 4,62 m et 8,52 m) et peuvent être affectés par l'activité d'extraction réalisé dans la partie nord du bassin au sud-ouest du site. Il présente les valeurs mesurées lors de la campagne 2025, sensiblement plus basses et toutes inférieures à 100 mg/l.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra porter une attention au suivi des valeurs en MES relevées sur les piézomètres. Dans le cas où de nouvelles valeurs significatives seraient relevées, il devra en identifier la cause et mener les éventuelles actions correctives nécessaires.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la présentation de ces résultats en intégrant la présentation de l'historique, et en particulier les caractéristiques de la nappe avant extraction.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 12 mois</p> |

N° 8 : Consommation d'eau

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 13.6.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les eaux alimentant les installations de traitement voisines sont pompées dans un bassin spécifique d'eau claire. L'exploitant assure un comptage et un relevé hebdomadaire du volume pompé. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les relevés des différents compteurs pour l'année 2025 (carrière et installation de traitement). Les relevés de l'installation « radeau », qui correspond au prélèvement effectué dans l'un des bassins de la carrière et alimentant l'installation de traitement, font état de prélèvement mensuel allant de 530 à 8 842 m³. Le document permet en outre de suivre les périodes de vigilance ou d'alerte sécheresse, avec un relevé du compteur réalisé hebdomadairement lors des périodes d'alerte.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Remise en état

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2017, article 2.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] La remise en état de la carrière doit comporter les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • remblaiement de la totalité de la partie ouest de la carrière, avec une restitution alliant prairies, boisement et zone humide ; |

- remblaiement de la partie située au sud de la conduite de gaz ;
- le remblaiement sera réalisé à partir des terres de découverte et des fines de lavage provenant exclusivement des installations de traitement voisine au site ;
- régalaie des terres sur les zones hors d'eau ;
- création d'un plan d'eau d'une surface de 29 ha à l'est du site à vocation de détente et piscicole ;
- création et modelage des berges du plan d'eau de manière à obtenir des contours sinueux ;
- création de rives en pentes douces qui alterneront avec des pentes moyennes ou fortes ;
- création de zone de hauts fond afin d'accroître la superficie des zones de faible profondeur, propices à la flore et la faune aquatiques ;
- plantation d'herbes, d'arbres et de haies pour le traitement paysager ;
- réouverture du chemin d'exploitation de « Labonne » après démontage des convoyeurs. Sa stabilité sera vérifiée et confortée si nécessaire. Un débroussaillage sera éventuellement effectué ;
- mise en place de déversoirs :
- Plan d'eau est : cote + 26,2 m NGF ;
- Zone humide ouest : cote + 25,6 m NGF. »

Constats :

Pour mémoire, la modification des conditions de remise en état de la partie ouest du site ont été modifiées par lettre préfectorale du 6 avril 2023 afin que soit maintenu le plan d'eau, dans le cadre d'un projet photovoltaïque porté par la commune, actuel propriétaire des terrains. La cessation d'activité sur cette zone a par ailleurs fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2024 suite à la transmission des différentes ATTES. Le jour de l'inspection, il est constaté que ces parcelles sont maintenant séparées de la carrière par une clôture.

Concernant la partie située au sud de la conduite de gaz, l'exploitant n'envisage pas à ce stade de l'exploiter au vu des contraintes que cela représente pour une zone très limitée.

Actuellement, les boues provenant de l'installation de traitement sont rejetées dans le bassin de décantation le plus au sud afin de procéder à son comblement.

La zone d'extraction actuelle, qui sera maintenue en plan d'eau, fait l'objet d'aménagement au fur et à mesure de la découverte des nouvelles zones d'extraction, afin notamment de modeler les berges.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 15.2

Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières

Prescription contrôlée :

« L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. »

Constats :

L'acte de cautionnement dernièrement transmis court jusqu'au 5 mars 2026.

| |
|---|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Le prochain acte de cautionnement devra être transmis d'ici au 5 décembre 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Demande de prolongation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation |
| Prescription contrôlée : |
| <i>« Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...] »</i> |
| Constats : |
| <p>L'exploitant a sollicité en avril dernier une prolongation de 4 ans de la durée d'autorisation de la carrière afin de lui permettre de valoriser le gisement restant à extraire, et de mener à terme la remise en état du site. La demande, en cours d'instruction, fera prochainement l'objet d'une participation du public par voie électronique.</p> <p>À plus long terme, l'exploitant envisage de déplacer l'extraction sur des terrains situés à l'est de la D21, avec un acheminement par convoyeurs des matériaux sur le site de traitement actuel. Les documents du projet de PLUi prennent en compte ce projet. Les études devraient être lancées durant l'année 2026, suite à quoi un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale sera déposé.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'inspection rappelle que l'exploitant pourra utilement solliciter l'organisation d'une phase amont afin d'échanger sur les principaux enjeux environnementaux et de s'assurer que ces derniers sont correctement pris en compte. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : PGDI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 2.2-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans |
| Prescription contrôlée : |
| <p><i>« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</i> <i>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils</i> |

sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets d'extraction pour le site de Le Fieu, dernièrement mis à jour en février 2025. Le document n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyen de lutte contre l'incendie (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet d'une vérification en avril 2025, en particulier les extincteurs propres aux tapis, aux engins et à la dragueline.

Type de suites proposées : Sans suite